

DEUX VISIONS
DE LA
RÉPUBLIQUE

Place de la société civile
dans la République

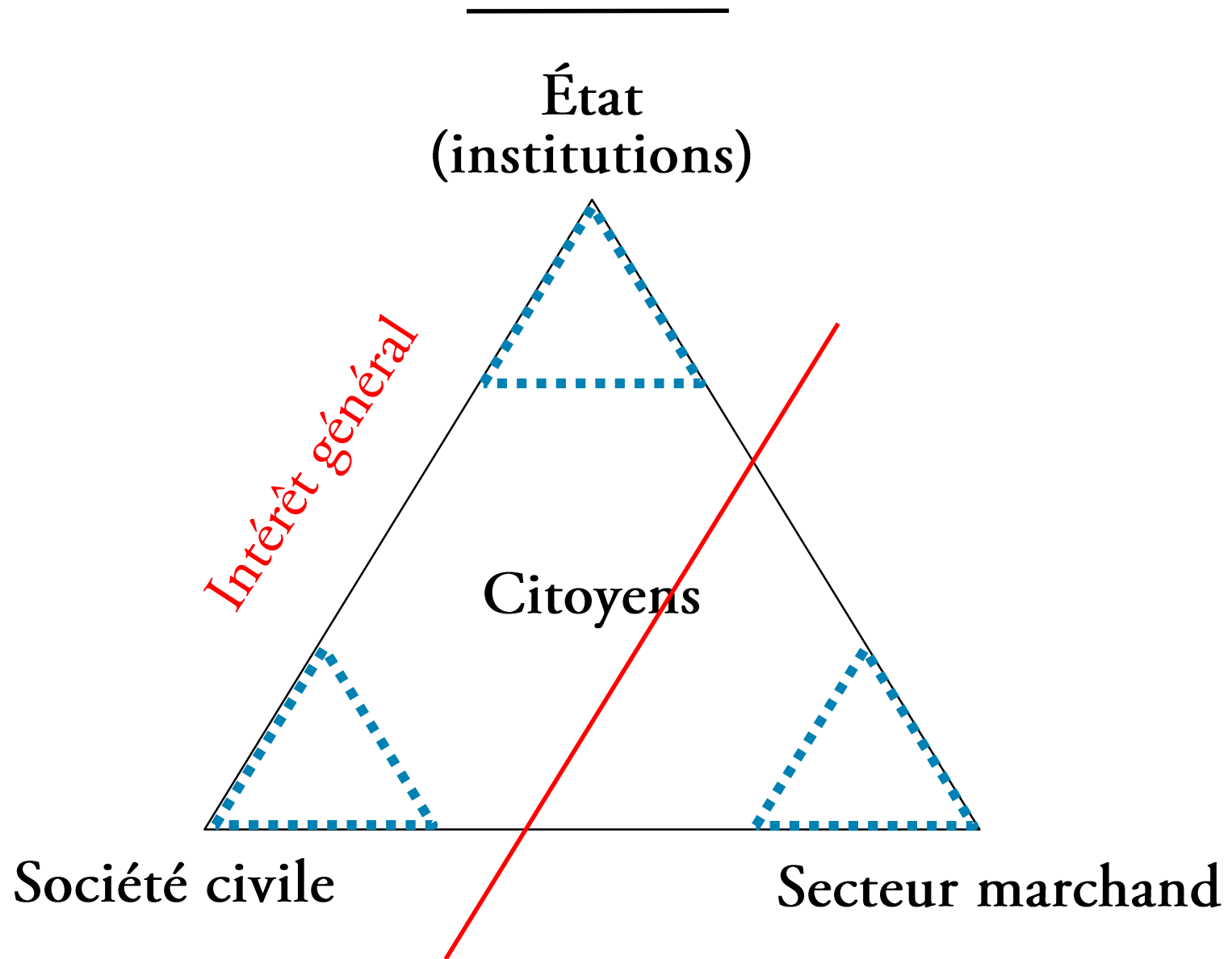
La « société civile »

La société dans ses corps intermédiaires structurés et reconnus pour leur rôle actif dans la vie publique.

Dans les pays démocratiques, la science de l'association est la science mère, le progrès de toutes les autres dépend des progrès de celle-là.

Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, 1840

La « société civile » en démocratie



Décret relatif aux assemblées d'ouvriers et artisans de même état et profession

Les citoyens d'un même état ou profession, les entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte, les ouvriers et compagnons d'un art quelconque ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer ni président, ni secrétaires, ni syndics, tenir des registres, prendre des arrêtés ou délibérations, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs.

Tous attroupements composés d'artisans, ouvriers, compagnons, journaliers, ou excités par eux contre le libre exercice de l'industrie et du travail (...) seront tenus pour attroupements séditieux.

Loi dite « Le Chapelier » (2^{ème} et 8^{ème} paragraphes), 17 juin 1791

Charte d'Engagements Réciproques

signée en 2001 entre l'Etat et les associations

-

Contrat d'Engagement Républicain

exigée depuis 2022 par l'Etat aux associations

Charte d'Engagements Réciproques

Les associations apportent en toute indépendance leur contribution à l'intérêt général par leur caractère reconnu d'utilité civique et sociale. Elles fondent leur légitimité sur la participation libre, active et bénévole des citoyens à un projet commun, sur leur capacité à défendre des droits, à révéler les aspirations et les besoins de ceux qui vivent dans notre pays et à y apporter des réponses.

L'État et les collectivités territoriales reconnaissent aux associations une fonction d'interpellation indispensable au fonctionnement de la démocratie.

*Charte d'engagements réciproques entre l'Etat,
le Mouvement associatif et les collectivités territoriales, février 2014*

Contrat d'Engagement Républicain

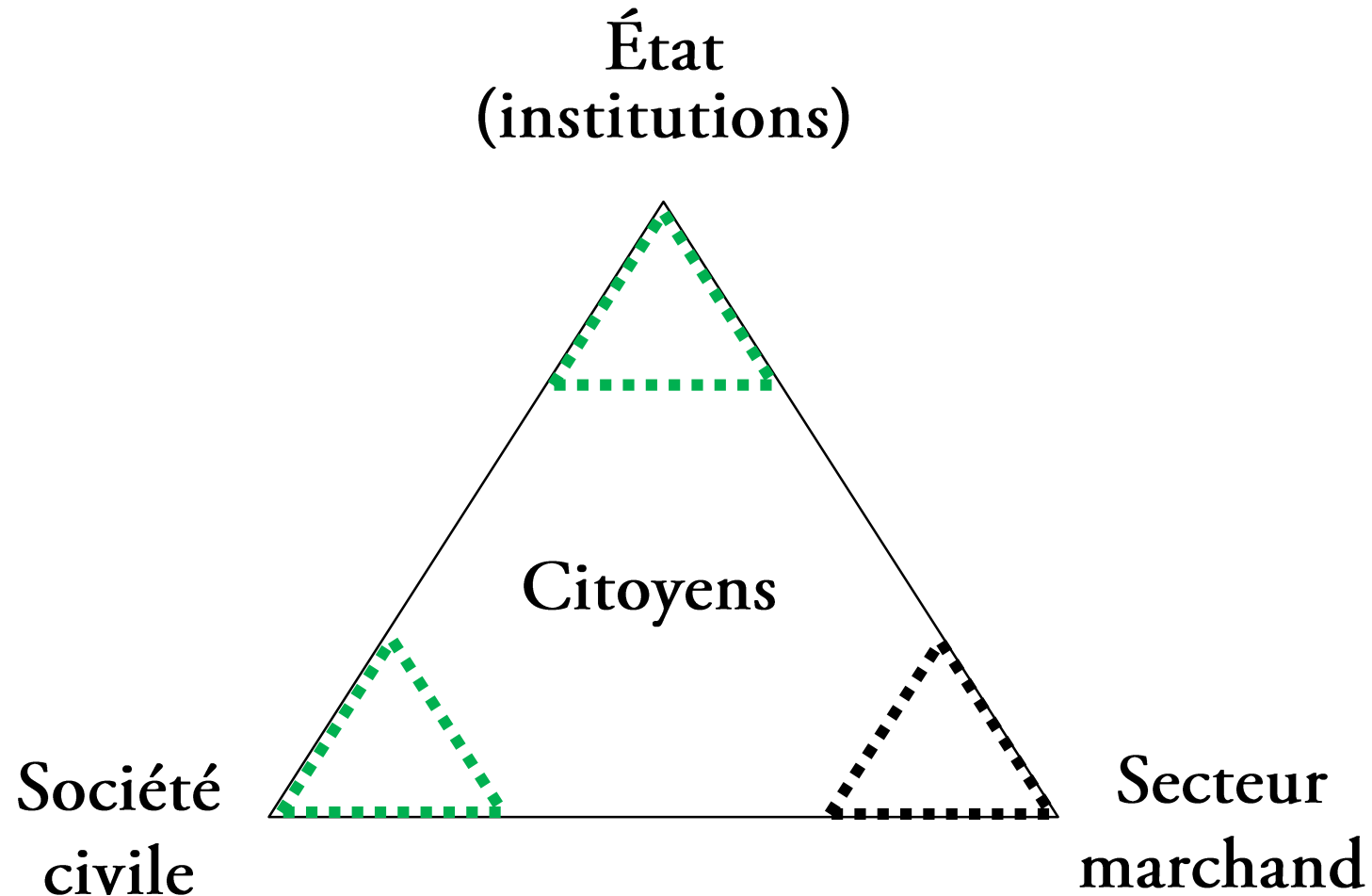
Le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'État. Ainsi, l'association ou la fondation s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

*Contrat d'engagement républicain des associations et fondations
bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, 2022*

**Les institutions républicaines sont garantes de l'intérêt général,
sont-elles aussi garantes des valeurs de la République ?**

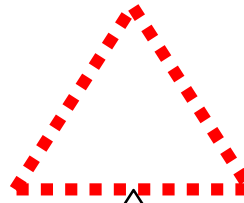
Des principes en surplomb

Liberté, égalité, fraternité, laïcité, dignité, ordre public...



Une République en surplomb

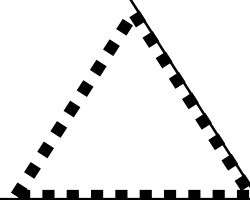
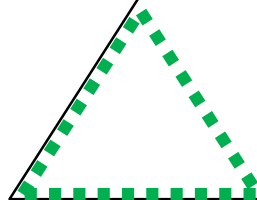
État
(institutions)



Liberté, égalité, fraternité, laïcité, dignité, ordre public...

Citoyens

Société
civile



Secteur
marchand

Parce qu'elle n'est jamais pleinement acquise, la démocratie est toujours menacée. Par ses adversaires, sans aucun doute. Mais bien plus encore par la négligence ou l'inertie des citoyens. Eux seuls peuvent la faire vivre, en la portant jour après jour, dans une incessante action de solidarité.

Pierre Mendès-France, *La République moderne*, 1962

LA QUESTION
SOCIALE
ET
LA REPUBLIQUE
INEGALITAIRE

Quand vous entendez « question sociale »,
ça vous évoque quoi ?

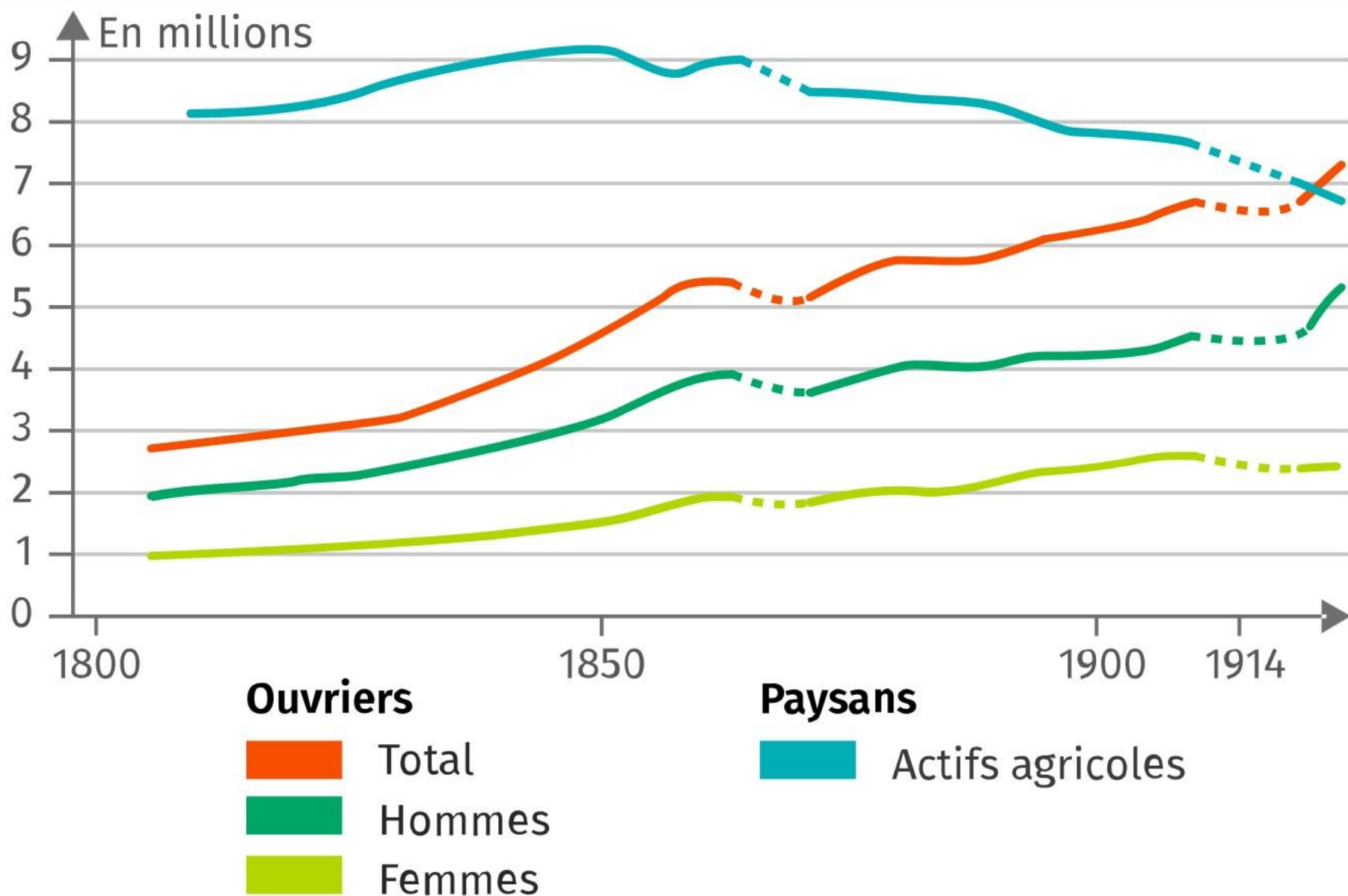
La question sociale est une aporie fondamentale sur laquelle une société expérimente l'énigme de sa cohésion et tente de conjurer le risque de sa fracture. Elle est un défi qui interroge, remet en question la capacité d'une société à exister comme un ensemble lié par des relations d'interdépendance.

Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, 1995

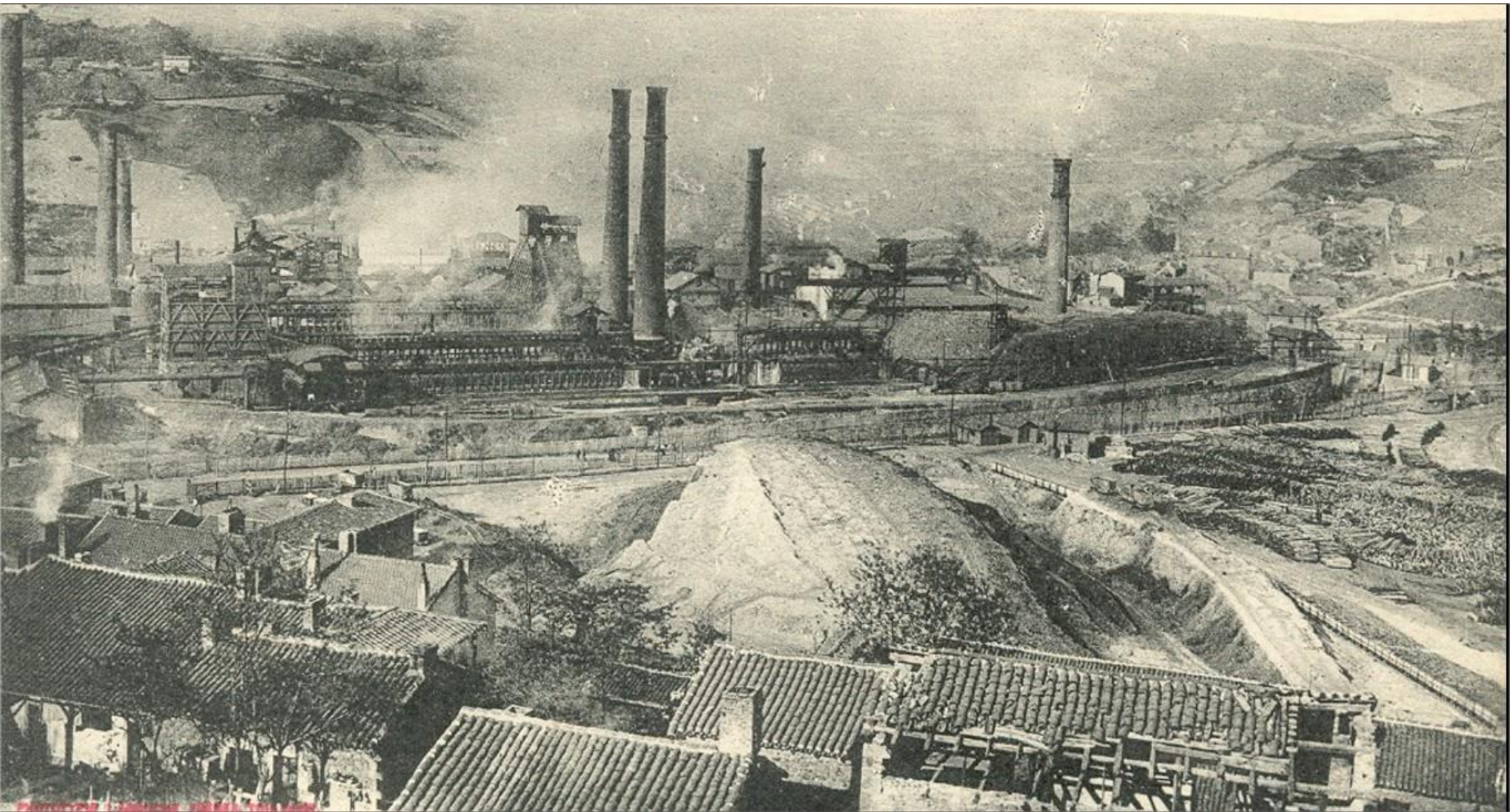
La question sociale

au XIX^{ème} siècle

L'expression désigne le problème consistant à résoudre les difficultés économiques et morales que soulèvent l'existence des classes sociales et de la misère.



(France)



La « Révolution industrielle »

Au XIX^e siècle, l'expression de **question sociale** désigne l'état d'interrogation profonde – voire de désarroi – dans lequel se trouvent plongés les politiques et les économistes, confrontés aux problèmes liés à **la transformation radicale du travail à la suite de la révolution industrielle...**



Taudis urbain



Ligue Orléanaise contre le taudis — 9, rue du Colombier — Orléans. — Chambre, rue des Turcies

Taudis urbain



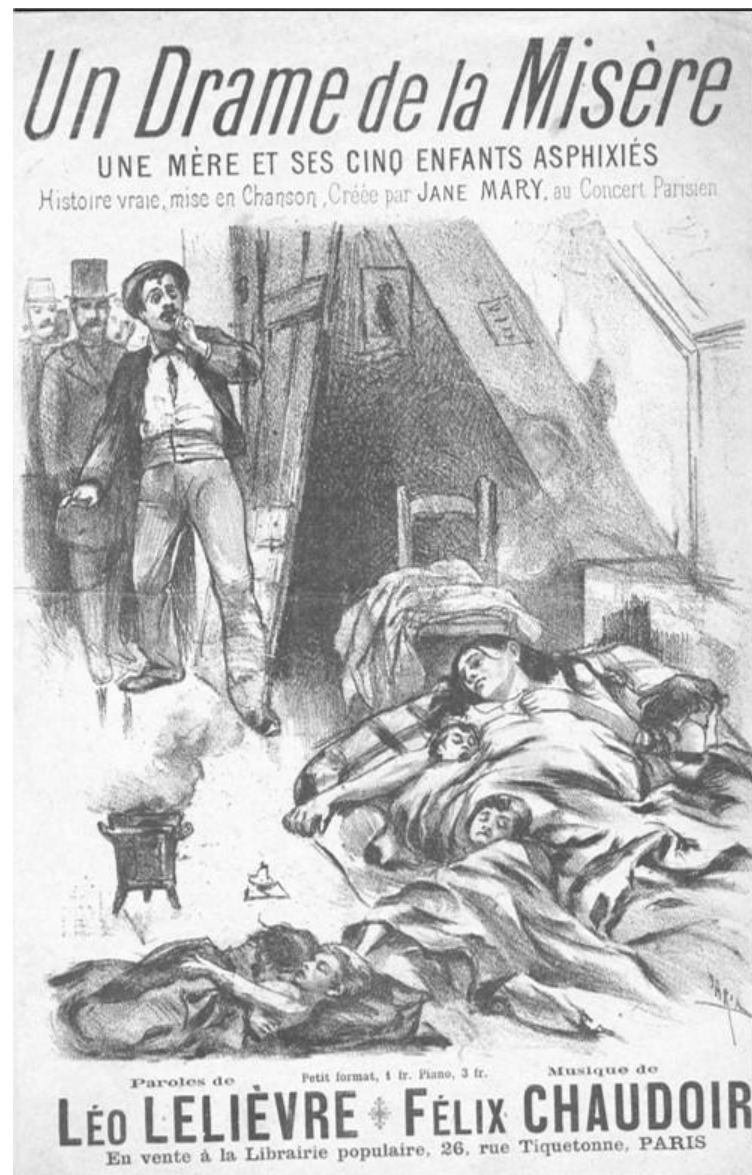
Un travailleur journalier et son habitat précaire



Taudis rural



Des taudis qui tuent





Enfants travaillant à la mine

XIX^{ème} siècle



Enfants travaillant à la mine

XIX^{ème} siècle

LES ROUGON-MACQUART

HISTOIRE NATURELLE ET SOCIALE D'UNE FAMILLE SOUS LE SECOND EMPIRE

L'ASSOMMOIR

PAR

ÉMILE ZOLA

VINGT-SEPTIÈME ÉDITION

PARIS

G. CHARPENTIER, ÉDITEUR

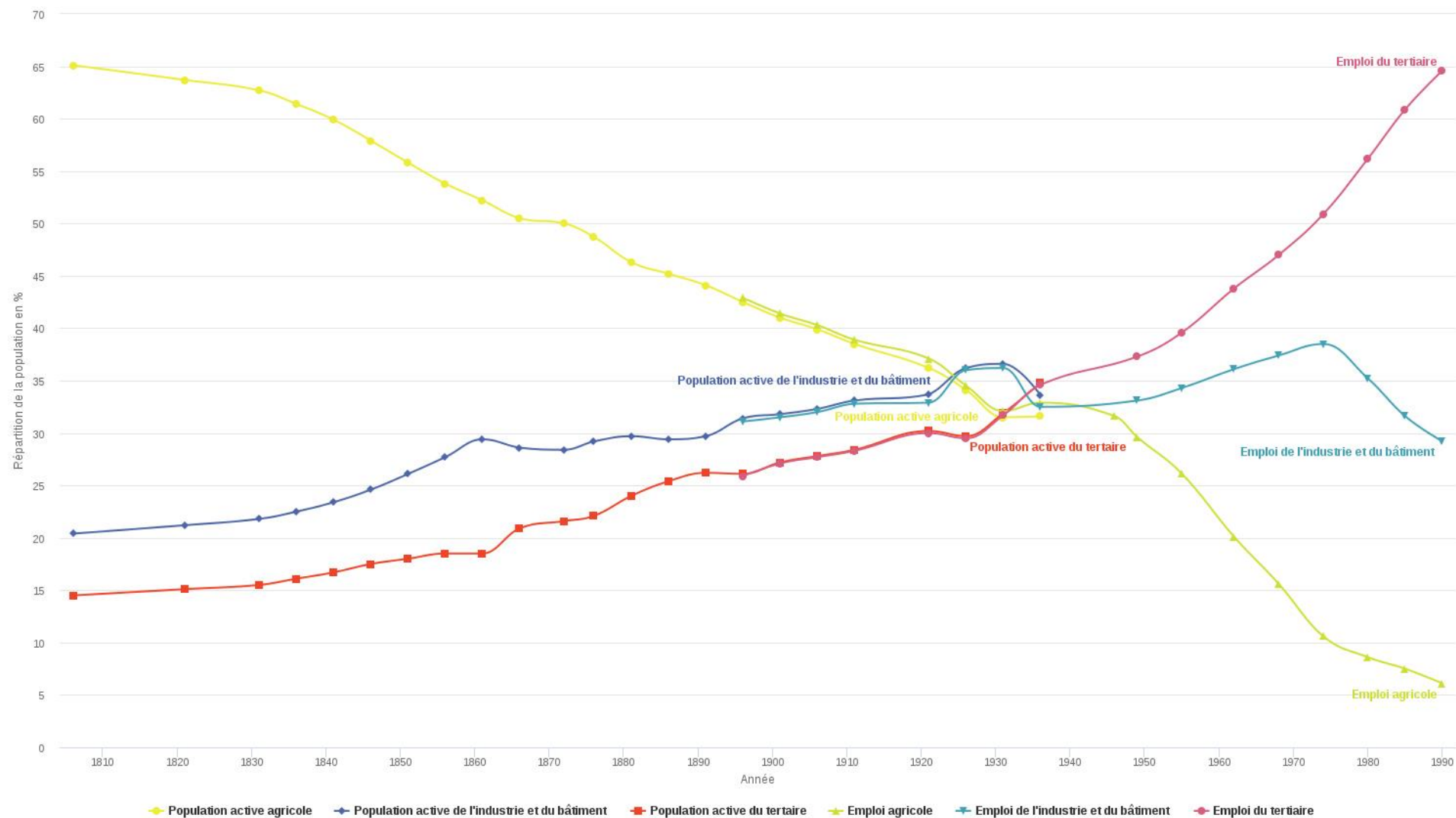
13, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, 13

1877

Tous droits réservés.

Sociologie de la question sociale

Population active et emploi par grand secteur de 1806 à 1990



Highcharts.com

Source : INSEE (France)

*Réception politique
de la question sociale*

Deux grandes tendances issues de la Révolution française

Tendance transformatrice

Tendance conservatrice



SOCIALISMES

LIBÉRALISMES

Anarchisme

(équilibre égalité-liberté
sans Etat)

Communisme

(l'égalité l'emporte)

Solidarisme

(équilibre égalité-liberté avec des cercles
de solidarité allant jusqu'à l'Etat)

Civique

Social-démocratie

(équilibre égalité-liberté avec Etat)

Economique

Capitalisme

(la liberté l'emporte)

Pourquoi un lien spécifique entre socialisme

et

« question sociale » ?

Le socialisme se veut une réponse à la question sociale.

Le socialisme : définition générale

Ensemble de doctrines inspirées par des sentiments humanitaires, fondées sur une analyse critique des mécanismes économiques ayant pour objectif la transformation de la société dans un sens plus égalitaire.

Trésor de la Langue Française

Se dit de toute doctrine suivant laquelle on ne peut compter sur le libre jeu des initiatives et des intérêts individuels, en matière économique, pour assurer un ordre social satisfaisant et qui juge possible et désirable de substituer à l'organisation dite "libérale" une organisation concertée...

André Lalande, *Vocabulaire technique et philosophique de la philosophie*, 1926

Les penseurs socialistes s'insurgeaient contre la misère que le libéralisme acceptait quand il ne la provoquait pas, le machinisme ne permettant pas le bonheur de tous, mais accentuant au contraire le paupérisme. Dans un premier temps, le socialisme fut donc une révolte de la conscience, à dimension religieuse, qu'il se réclamât ou non du christianisme. Mais il fut aussi rapidement une critique économique des lois dites naturelles, en dénonçant la libre concurrence, la recherche du profit individuel et les inégalités sociales qui en résultaient. Le socialisme était enfin une revendication politique dans la mesure où, si la Révolution française avait renversé le régime féodal, elle lui avait substitué un pouvoir oligarchique assurant la domination des riches sur les pauvres.

*Postérité et actualité
de la question sociale*

Programme du Conseil national de la Résistance

Les représentants des organisations de la Résistance, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du C.N.R., délibérant en assemblée plénière le 15 mars 1944, ont décidé de s'unir sur le programme suivant, qui comporte à la fois un plan d'action immédiate contre l'opprimeur et les mesures destinées à instaurer, dès la Libération du territoire, un ordre social plus juste.

Constitution de la IV^{ème} République

27 octobre 1946

Article 1^{er} :

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale.

Constitution de la V^{ème} République

4 octobre 1958

Article 1^{er} :

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances.
(...)

Robert Castel

Les métamorphoses de la question sociale

Une chronique du salariat



Fayard

L'espace du politique

1995